

PROTECTION D'UN MAJEUR VULNÉRABLE

Du repérage au signalement

ACTIONS

ACTEURS

OUTILS



1. REPÉRER

Je repère...

Une personne vulnérable liée à une altération de ses facultés mentales et/ou corporelles

RUPTURES IDENTIFIÉES :

- Repérage tardif
- Manque de repérage

ACTIONS D'AMÉLIORATION :

→ Signaux d'alerte

Je suis...

Une personne de son entourage
Son représentant légal

Un professionnel

Tout citoyen

J'identifie...

Un ou plusieurs **signaux d'alerte** :

- Perte d'autonomie physique et/ou cognitive
- Handicap / Vieillesse
- Isolement social
- Situation de précarité
- Difficultés de gestion financière et administrative
- Abus de faiblesse (emprise, spoliation, ...)
- Suspicion de maltraitance (physique, financière, psychologique)



2. AGIR EN PRÉVENTION

J'agis en prévention...

En désignant à l'avance une personne pour me représenter le jour où je ne serai plus en capacité d'assurer mes intérêts

Je suis...

La personne elle-même

Je peux demander...

Un mandat de protection future

 Visionnez la capsule vidéo du DAC Var Ouest



3. S'INFORMER

Je veux m'informer...

- Sur les **mesures de protection juridique**
- Sur les **démarches administratives, obligations légales...**
- Le **soutien** possible en amont et tout au long de l'exercice de la mesure

Je suis...

Une personne de son entourage
Son représentant légal

Un professionnel
Tout citoyen

Je peux aller...

Au service **ISTF** (Information et Soutien aux Tuteurs Familiaux)
Service gratuit, financé par l'Etat

Permanences juridiques gratuites
Planning sur le site du cdad83.fr

 Visionnez les capsules vidéo du DAC Var Ouest



4. SIGNALER

Je signale...

La situation de la personne vulnérable

RUPTURE IDENTIFIÉE :

Signalement tardif

ANALYSE :

Freins liés au signalement (peur, responsabilité, secret professionnel...)

ACTION ENVISAGÉE :

→ Formation sur les notions juridiques

Je suis...

Une personne de son entourage

Un professionnel
Tout citoyen

J'alerte...

Son référent social

Je signale à...

Cellule Ecoute et Vigilance (CEV)

Par téléphone :

- Lundi au vendredi / 09h - 12h
- 04.83.95.16.01

Par mail :

- gro-cev@var.fr

Par courrier :

Cellule Ecoute et Vigilance
Conseil Départemental du Var
390, avenue des Lices - BP 1303
83 076 TOULON CEDEX



5. EVALUER

RUPTURE IDENTIFIÉE :

Où trouver la liste à jour ?

ACTION ENVISAGÉE :

→ Promotion du cdad83
→ Site internet du DAC VO

- Médecin habilité

EN CAS D'URGENCE de mise sous protection et/ou incidences importantes, prendre attache auprès du Parquet civil et/ou pénal qui en référera au Juge des contentieux de la protection

Evaluation médicale :

Constat de l'altération des facultés mentales et/ou physiques

 Liste des médecins habilités par le Procureur de la République

PROTECTION D'UN MAJEUR VULNÉRABLE

De l'évaluation à l'accompagnement

SELON LA SITUATION, A ENVOYER AU PROCEUREUR :

➤ Médecin traitant, médecin spécialiste ou médecin d'établissement

Demande de **Sauvegarde de justice médicale (OPTION 1)**
Avec à l'appui, un **certificat médical d'un médecin psychiatre** attestant, soit de l'altération des facultés mentales de la personne à protéger, soit de l'altération de ses facultés corporelles empêchant l'expression de sa volonté conformément à l'article 425 du Code Civil)

➤ Médecin psychiatre qui adresse sa demande au Directeur d'établissement

Demande de **Sauvegarde de justice médicale (OPTION 2)**
Pour tout patient accueilli dans l'établissement psychiatrique qui nécessite d'être protégé du fait de l'altération de ses facultés mentales (ou corporelles si elles empêchent l'expression de sa volonté). Il établit en sus un **certificat pour l'ouverture d'une mesure de protection**.

5. EVALUER

6. ACCOMPAGNER

➤ Tout professionnel, citoyen
Tout travailleur social


➤ Travailleur social
• Service ASPI*
• Service ASE*
*Accompagnement social de proximité et insertion
*Aide Sociale à l'Enfance

➤ Cellule Ecoute et Vigilance

➤ Procureur de la République

➤ **Saisine de la Cellule Ecoute et Vigilance**
Envoi du rapport social et des pièces justificatives par courrier à la CEV

 Rapport social

 Pièces justificatives

➤ **Rédaction d'un courrier circonstancié**
Joint au rapport social du travailleur social ASPI/ASE

➤ **Saisine du Parquet civil**
Libellé "Demande de mesure de protection juridique" au Procureur de la République

Saisine du Parquet pénal
Si constat de faits de maltraitance physique et/ou financière

 Cerfa n°15891*03

Analyse et validation du dossier

Dossier incomplet



RUPTURE IDENTIFIÉE : ACTIONS D'AMÉLIORATION :

Dossiers incomplets

→ Etapes de la demande

→ Contenu du rapport social

→ Pièces justificatives

ACTION ENVISAGÉE :

Formation sur les écrits professionnels

Dossier complet

Envoi direct d'un dossier de demande de protection juridique au Juge des contentieux de la protection

Evaluation de la situation de la personne à protéger et des personnes à entendre

➤ Procureur de la République
Personne à protéger
Entourage

➤ Juge des contentieux de la protection

➤ **Saisine du Juge des contentieux de la protection en qualité de Juge des Tutelles**

➤ Prononcé d'une **Sauvegarde de justice avec désignation d'un mandataire spécial** pour réaliser certains actes

➤ Notification à la personne protégée, au requérant, au mandataire désigné et à l'entourage de la personne protégée



Seul le Juge peut décider de la nature de la mesure de protection !

RUPTURE IDENTIFIÉE :
Décalé conséquent entre le dépôt de la demande et le prononcé de la mesure

ACTION ENVISAGÉE :
Rencontre des Juges des contentieux de la protection pour action

Prononcé de la mesure de protection :

- **Assistance aux biens et à la personne :** habilitation familiale assistance ; habilitation familiale représentation ; curatelle simple ; curatelle renforcée aménagée ; curatelle renforcée aux biens, à la personne.
- **Représentation aux biens, à la personne :** mesures d'accompagnement judiciaire ; tutelle aux biens, à la personne.

Désignation d'un mandataire judiciaire à la protection des majeurs (MJPM)

➤ MJPM (délégué, préposé ou individuel)

Accompagnement du majeur protégé



Pour plus de détails sur le rôle et les missions d'un MJPM, visionnez le webinar disponible sur le site internet du DAC Var Ouest

Une mesure de protection est prononcée que si le majeur présente une altération de ses facultés mentales ou de ses facultés corporelles médicalement constatée et de nature à empêcher l'expression de sa volonté.